Page 01_Mise en page 1 19/08/2022 18:34 Page 1



Double anniversaire du 20 août

TEBBOUNE INVITE LES ALGÉRIENS À SUIVRE LA VOIE TRACÉE PAR LES CHOUHADA

Page 16

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7369 - SAMEDI 20 AOÛT 2022
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS

Le ministère dévoile le volume horaire

Page 3

VISITE DE MACRON EN ALGÉRIE

DES ATTENTES ET DES MÉSENTENTES



L'Algérie aura à peine clôturé la double commémoration du 20-août (1955 et 1956) quand le président français se posera sur ses terres. C'est aussi moins de deux mois après la célébration du soixantenaire de l'indépendance marqué par un désir partagé de mieux assumer l'histoire commune pour mieux envisager l'avenir.

Page 3



FEUX DE FORÊTS

Vaste élan de solidarité internationale avec l'Algérie

Page 2

LE MINISTRE DE LA PÊCHE À BÉJAÏA

Cap sur l'investissement dans les ressources halieutiques

Page 4

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

Page 02_Mise en page 1 19/08/2022 18:09 Page 1

Des bassins d'eau réalisés au Parc national de Chréa pour alimenter les hélicoptères d'intervention

SELON le directeur du parc national de Chréa, un plan spécial anti-incendie a été préparé afin de protéger celui-ci de tout départ de feu, et ce avec la réalisation de deux grands bassins d'eau pour alimenter les hélicoptères participant à l'extinction des feux de forêt.

Des mesures exceptionnelles ont été prises en cas de feux, surtout ces jours-ci où la température est très élevée, notamment à travers le recrutement d'autres agents de terrain pour renforcer les patrouilles déjà sur place, et ce à longueur de journée. Concernant les incendies qui ont récemment ravagé plusieurs forêts dans quelques wilayas du pays et les mesures de prévention prises, M. Ziar a expliqué que tous les organismes et services habilités ont mis en œuvre des mesures spécifiques de lutte contre les incendies. Ces mesures sont très pratiques et efficaces. Elles reposent surtout sur la vigilance et l'intervention rapide des unités. Dans ce contexte, la wilaya de Blida, en coordination avec tous les secteurs, a élaboré un plan opérationnel divisé en plusieurs domaines, dont le domaine réglementaire et juridique, avec l'interdiction des feux aléatoires pour la cuisson et le barbecue à l'intérieur des zones forestières, et ce du 1er juin à la fin de la campagne de lutte contre les incendies de forêt. Le premier responsable du parc de Chréa a insisté sur la sensibilisation des visiteurs et même de la population locale. Dans le même contexte, a-t-il ajouté, «nous avons organisé des caravanes de sensibilisation qui ont sillonné les abords de l'Atlas blidéen, dont la population locale car la protection des forêts commence par le citoyen résidant à côté de la forêt». Pour l'aspect opérationnel, M. Ziar a déclaré que les deux grands bassins réalisés sont situés l'un sur les hauteurs de Chréa et le second à Beni Ali. Ces derniers permettent aux hélicoptères un remplissage rapide afin d'éteindre les feux. Par ailleurs, la Conservation des forêts de la wilaya de Blida, en coordination avec plusieurs acteurs dans le domaine de la prévention de la wilaya, a préparé et équipé des chemins forestiers, permettant ainsi aux colonnes mobiles de la Protection civile, des forêts et du parc national de Chréa un accès facile aux points les plus éloignés pour éteindre les feux, et ce avec l'aide précieuse des unités de l'Armée nationale.

Dans le même ordre d'idées, et sur la question du nombre d'incendies déjà déclarés au niveau du parc, le directeur a tenu à rassurer les citoyens du territoire de la Mitidja en affirmant qu'aucun départ de feu n'a été enregistré jusqu'à présent. Tous les agents des différents secteurs sillonnent toutes les zones forestières sans relâche, avec une vigilance accrue, car des jeunes qui veulent allumer un feu pour un barbecue, le laissent souvent allumé, d'où le risque d'un grave incendie.

T. Bouhamidi

FEUX DE FORÊTS

37 MORTS, 220 BLESSÉS ET 50 DISPARUS

Au moins 37 personnes ont été tuées et plus de 220 blessées dans les incendies qui ravagent les wilayas de l'Est du pays notamment Tarf et Souk Ahras depuis trois jours, selon un bilan jeudi de la protection civile et des autorités sanitaires. Face à l'ampleur du drame, le président de la République a dépêché dans la matinée le Premier ministre à Tarf, la région la plus meurtrie par le sinistre.

Au moins 30 personnes personnes sont mortes brulées dans la seule wilaya de Tarf précisément dans le parc Nbarber à El Kala tandis que 161 autres personnes ont été blessées a indiqué la protection civile qui a ajouté que 10 sapeurs-pompiers faisaient partis des blessés. Cinq autres personnes ont été tuées et 65 autres blessées dans les incendies qui ravagent Souk Ahras tandis que deux autres ont été tuées et deux blessées à Sétif.

A Tarf, un sapeur-pompier est mort asphyxié jeudi matin, selon les secouristes. Les secouristes et les habitants font aussi état de quelque 50 personnes portées disparues dans la seule wilaya de Tarf. Des vidéos circulant sur les réseaux sociaux montrent l'ampleur du drame notamment à Tarf où le parc animalier de la ville a été complètement ravagé. Cinq corps calcinés ont été retrouvés dans ce zoo.



Des images insoutenables de personnes calcinées dans leurs domiciles ou dans des véhicules sur les routes entre Tarf et Souk Ahras sont diffusées sur le net.

Un précèdent bilan faisait état de 26 morts dont 24 personnes ont péri dans la wilaya d'El Tarf, tandis que deux autres décès ont été enregistrés à Sétif.

La protection civile a fait savoir qu'elle a mobilisé 1500 agents et 280 camions pour l'extinction de 118 incendies qui se sont déclarés dans 21 wilayas dont 31 à Tarf, 14 à Souk Ahras et 12 à Béjaîa. Suite à ces sinistres, le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, est arrivé jeudi à El-Tarf, sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour s'enquérir des dégâts causés par les feux affectant la wilaya.

Accompagné du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, Kamal Beldjoud, M. Benabderrahmane a constaté l'ampleur des dégâts causés par les feux dans la région de Brabtia à El-Kala.

Les feux ont ravagé près de 1.800 hectares de broussailles et quelque 800 hectares de couvert forestier dans les wilayas d'El-Tarf, Sétif, Souk Ahras, Jijel, Skikda et Tipasa, a-t-il ajouté.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait présenté, mercredi, ses condoléances aux familles des victimes de ces incendies, souhaitant un prompt rétablissement aux blessés.

Le Président Tebboune a assuré le soutien de l'Etat et la pleine mobilisation des différents services pour venir à bout de ces incendies et prendre en charge les blessés.

S.O. Brahim

Vaste élan de solidarité avec l'Algérie

DE NOMBREUX pays ont exprimé leur soutien et leur solidarité avec l'Algérie suite aux incendies qui ont ravagé de nombreuses wilayas de l'Est du pays, faisant au moins 50 morts et 220 blessés.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu un appel téléphonique du président tunisien Kaïs Saïed, lors duquel il lui a présenté ses sincères condoléances pour victimes des incendies et lui a assuré la solidarité et le soutien de la Tunisie, pays frère, aux côtés de l'Algérie dans ces circonstances. A son tour, l'Émir du Qatar, Cheikh Tamim Ben Hamad Al-Thani a adressé au Président Tebboune, un message similaire de condoléances, tout en souhaitant prompt rétablissement aux blessés. Le président Tebboune a été également destinataire d'un message de condoléances de la part de son homologue palestinien, M. Mahmoud Abbas. Le président de l'Etat de Palestine, a déclaré dans son message: «Nous suivons avec une grande inquiétude les informations relatives aux incendies en cours dans nombre de wilayas du nord-est de l'Algérie, pays frère, ayant fait des morts et des dizaines de blessés parmi les enfants de notre chère Algérie, outre la dévastation de centaines d'hectares de richesse forestière». M. Abbas a, à cette triste occasion, exprimé sa «pleine solidarité» avec l'Algérie. Sur sa page Facebook, le président français Emmanuel Macron a écrit que «la France soutient le peuple algérien qui lutte contre les incendies dans le nord du pays. Nos pensées vont aux dizaines de morts et aux centaines de blessés, à leurs familles et à tous les Algériens qui ont dû fuir leurs habitations», assurant que «la France était solidaire avec l'Algérie dans cette pénible épreuve».

D'autre part, la République de Chine a exprimé avant-hier à travers sa représentation diplomatique en Algérie son entière solidarité et son soutien à l'Etat et au peuple algériens, présentant également ses sincères condoléances aux victimes des incendies. Dans une publication sur tweeter, l'ambassade s'est félicitée de la participation des engins appartenant à la société chinoise CITIC à l'extinction des feux dans la wilaya de Tarf. Par le biais de son ministère des Affaires étrangères, la Turquie a exprimé pour sa part ses condoléances aux Algériens et a affirmé son entière disposition à soutenir l'Algérie avec tous les moyens nécessaires.

De son côté, l'ambassade des Etats-Unis en Algérie a présenté aussi ses condoléances aux algériens et aux familles des victimes des feux de forêts. Dans une vidéo postée sur Twitter, l'ambassadrice américaine Elizabeth Moore Aubin a exprimé au nom du personnel de son ambassade ses sincères condoléances aux victimes des violents incendies. L'Espagne a travers son ambassade à Alger a fait part de sa profonde tristesse pour les victimes des incendies qui ravagent l'est algérien. «Nos plus sincères condoléances aux familles des défunts et prompt rétablissement aux blessés», a écrit l'ambassade sur son compte Twitter. A travers son ministère des Affaires étrangères, l'Egypte a affirmé son «plein soutien à l'Algérie, pays frère dans cette douloureuse épreuve». Les Emirats arabes unis, à leur tour, ont exprimé leurs sincères condoléances à l'Algérie, peuple et gouvernement et proches des victimes de ce sinistre, en souhaitant un prompt rétablissement à tous les blessés. Pour sa part, le secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit, a présenté dans un Tweet, ses «sincères condoléances à l'Algérie, Président, gouvernement et peuple, pour les victimes des incendies», souhaitant «un prompt rétablissement aux blessés» et que «l'Algérie soit prémunie contre tout mal ou préjudice». D'autres pays, dont la Syrie, la Jordanie, le Yémen et le Bahreïn ont exprimé leurs sincères condoléances à l'Algérie en ce moment tragique.

Mohamed Mecelti

Tous les incendies maîtrisés selon la Protection civile

LES FEUX de forêt, qui ont ravagé plusieurs wilayas de l'Est de l'Algérie, causant la mort d'au moins 61 personnes et blessant plus de 220, ont été totalement maîtrisés hier matin par les éléments de la Protection civile. C'est ce qu'à assuré hier le sous-directeur des Statistiques et de l'Information à la Direction générale de la Protection civile, le colonel Farouk Achour.

Les incendies enregistrés durant quatre jours dans plusieurs wilayas du pays ont été «totalement éteints», avec 73 foyers totalement maîtrisés dans les dernières 24 heures, a précisé la même source. «Aujourd'hui, vers 4h00 du matin, on a réussi à éteindre tous les incendies», a affirmé M. Achour.

La wilaya la plus touchée par les flammes était El Tarf avec 26 foyers d'incendie éteints, suivie de la wilaya de Souk-Ahras avec 18 foyers, quatre foyers à Tizi Ouzou, quatre Skikda, quatre à Tipaza, quatre à Guelma, quatre à Constantine, deux à Sétif, deux à Bejaia, un foyer à Jijel, un foyer à Tébessa, un à Chlef, un à Blida et un à Tlemcen, selon le colonel Achour. Un autre foyer dans la wilaya de Skikda a été éteint mais reste toujours sous surveillance, prévient-il. Le dernier bilan de la Protection civile a fait état de 37 morts et de 183 blessés dans ces feux de forêt.

Dans la wilaya d'El-Tarf, 30 personnes ont trouvé la mort dans ces incendies, cinq à Souk-Ahras, et deux autres personnes ont succombé à leurs blessures à Sétif.

Mohamed Mecelti

Page 04_Mise en page 1 19/08/2022 17:39 Page 1



INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Benbahmed aborde avec des experts de l'UA les opportunités de coopération

LE MINISTRE de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Djamel Lofti Benbahmed, a reçu mercredi deux experts de l'Union africaine (UA) avec lesquels il a évoqué les opportunités de coopération entre l'Algérie et les différentes institutions de l'Organisation, indique un communiqué du ministère.

Selon le même texte M. Benbahmed a reçu en audience, au siège du ministère, Dr Luis Sambo, consultant auprès des Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique), et Dr Mosoka Papà Fallah, chef de l'équipe chargé de l'appui technique et engagement des pays membres de l'UA.

L'audience a permis l'examen des opportunités de coopération entre l'Algérie et les différentes institutions africaines pour la mise en œuvre et l'appui d'un plan de développement d'une industrie pharmaceutique africaine intégrée et complémentaire à travers la création de pôles industriels régionaux spécialisés par gamme de produits, le co-développement de médicaments entre les producteurs des différents pays africains particulièrement pour les pathologies qui touchent le continent africain et la sous-traitance entre les producteurs des différents Etats membres pour une meilleure exploitation des capacités de production.

Dans ce contexte, précise-t-on, M. benbahmed a plaidé pour «un changement de paradigme et une nouvelle approche axée sur l'intégration économique continentale dans les politiques d'appui des fonds multilatéraux et les centrales d'achat pour les inciter à acquérir des produits pharmaceutique issus de la production africaine pour soutenir et accompagner le développement industriel pharmaceutique du continent et garantir sa souveraineté sanitaire et pharmaceutique».

Saluant l'expérience algérienne à la faveur de la création d'un ministère spécialement dédié à l'industrie pharmaceutique et la réforme législative qu'il a initié, le représentant de l'Africa CDC a exprimé le souhait de recevoir «le recueil regroupant la soixantaine de textes législatifs et réglementaires ayant permis une croissance sans précèdent du tissus industriel national avec l'entrée en service de 42 nouvelles unités de production, dont 06 unités de fabrication de produits d'oncologie et 01 unité de production d'insuline», indique le communiqué

Le représentant de l'UA a également demandé un recensement précis des capacités de production des 196 unités de production installées sur le territoire national, ainsi que l'ensemble des aires thérapeutique qu'elles couvrent en vue de les transmettre aux différentes institutions et aux centrales d'achats africaines.

M. B.

LE MINISTRE DE LA PÈCHE À BÉJAÏA

Cap sur l'investissement dans les ressources halieutiques

Le ministre de la pêche et des ressources halieutiques M. Hicham Sofiane Salaouatchi qui est était mercredi dentier l'hôte de la wilaya de Béjaïa a visité les fermes aquacoles privées implantées au Port de pêche de Béni K'sila situées sur la côte Ouest dont «Bougie Fish», «Aqua-CAP» et «Sarl ferme Bleu».



Ces trois bassins aquacoles qui sont déjà opérationnels depuis quelques années contribuent de manière efficace à améliorer la production du poisson et l'offre de ce produit cher de 640 tonnes par an sur le marché national.

Les nouveaux investissements dans ce domaine devraient bientôt générer une hausse de production de poisson de 1500 tonnes garce notamment, à l'extension de ces fermes aquacoles. A ce propos, une hausse prévisionnelle de la production locale en daurade de 134,38% est prévue après le lâcher de 05 millions de petits poissons dans ces bassins aquacoles ces derniers mois

La ministre à l'occasion des autorisations d'exploitation en faveur de deux nouveaux investisseurs qui ont obtenu des crédits bancaires dans le cadre de cette activité. Il s'agit des investisseurs Doumaz Mourad, Alm Aquacole.

Ces fermes devraient contribuer elles aussi à l'essor de la filière au niveau locale et nationale car la production locale de poisson devrait atteindre 1800 tonnes de poissons par an. Lors de sa visite le ministre s'est enquis aussi de l'avancement de l'opération d'enlèvement des épaves de bateaux notamment, le parachèvement de l'opération avec l'évacuation des 45 navires prévus. Il a plaidé pour que les espaces libérés au port soient réservés aux pêcheurs qui disposeront chacun de sa case dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail de cette catégorie ceci en réponse à leurs doléances comme il a plaidé pour le développement de la filière par des investissements dans les retenues collinaires et la pêche dans les barrages. Il a, également, inspecté l'avancement de la réalisation du Port.

A ce propos, un exposé des travaux engagés, les chantiers en cours et les investissements à mener dans les Ports de Béni Ksila et Tala Guillef ont été présentés au cours de cette visite. Et dans le cadre des programmes d'urgence et sécurisation initié par le secteur, le Port de pêche de Béni K'sila a réalisé 116 cases de pêcheurs, un abri et un dispositif d'amarrage, ainsi qu'une station d'avitaillement, des barrières électriques et également un poste de contrôle, selon les explications des responsables locaux. Le même Port ambitionne de lancer «d'ici la fin 2022 un atelier de maintenance des embarcations», a-t-on expliqué.

Dans ce sens, le ministre a indiqué que son département a délivré «15 autorisations pour la création d'ateliers de construction bateaux dans 12 wilayas du pays, se félicitant, dans ce sens, de l'expérience réussie relative à la construction de deux bateaux à Zemmouri dans la wilaya de Boumerdès. Il a, par ailleurs, inspecté vu de plus près les installations faites au Port de plaisance et de pêche de Tala GuiIef dont une station d'avitaillement, un forage et un dispositif d'amarrage réalisés dans le cadre du programme d'urgence avec des prévisions d'investir dans une halle à marée et un entrepôt frigorifique.

L'hôte de Béjaïa a invité les aquaculteurs et les pêcheurs à s'imprégner du texte des nouveaux loi relatifs à la pêche et à l'aquaculture, récemment adoptés ainsi que les mesures prises dans le cadre de la loi des finances portant sur la réduction de la TVA de 19 % à 9% et la réduction des taxes douanières de 30 % à 5%. Le premier responsable du département de la pêche n'a pas manqué d'encourager, dans le même sillage, les professionnels du secteur à créer des coopératives en vue de favoriser la vente de leurs productions et protéger leurs efforts ceci non sans engager une réflexion sur «les mécanismes nécessaires» en vue de «protéger» les métiers notamment, la problématique de la marge de bénéfice des mandataires qui est beaucoup plus importante que celle des producteurs eux-mêmes.

N. Bensalem

MÉDÉA

Recensement général de la population

LE SIXIÈME recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) a figuré parmi les principaux points inscrits à l'ordre du jour du conseil exécutif qui s'est tenu jeudi, sous la présidence du wali Djahid Mous, en présence des responsables des services concernés par la préparation de l'opération. Devant se dérouler au cours des prochaines semaines, le RGPH est une opération lourde qui nécessite la mobilisation de tous les moyens, a indiqué le wali, demandant que soit opérée une évaluation précise «des facteurs relatifs à l'encadrement humain de l'événement», en veillant, en parallèle, à «la mise en place d'une stratégie de sensibilisation du citoyen sur l'intérêt du RGPH et à la mise en place des responsables chargés du suivi de l'opération au niveau des daïras».

En d'autres termes, le nombre nécessaire d'agents recenseurs chargés du remplissage des questionnaires et celui de superviseurs à recruter doit être prévu, en plus des moyens matériels et du transport à mobiliser lors de l'exécution de l'opération.

Opération décennale, le RGPH accuse un retard de quatre années, étant donné que la dernière opération a eu lieu en 2008, alors que les résultats du RGPH sont attendus par nombre d'utilisateurs, notamment les étudiants et les chercheurs. C'est la principale source statistique pour tout travail de recherche sur les caractéristiques socio-économiques de la population pour toute approche en matière d'étude de profil démographique de la population (accroissement moyen, fécondité des femmes, nuptialité...). En outre, le recensement est la principale source pour connaître, entre autres, les évolutions de la société algérienne au plan du confort du logement et des commodités qui s'y rattachent, le niveau de diffusion des technologies de l'information et de la communication au sein des foyers, notamment l'accès à Internet, ainsi que de la mobilité des citoyens par rapport à leur lieu de résidence, etc.

De Médéa, Nabil B.

Page 03_Mise en page 1 19/08/2022 18:17 Page 1

VISITE DE MACRON EN ALGÉRIE

Des attentes et des mésententes



L'Algérie aura à peine clôturé la double commémoration du 20 août 1955 et 1956 que le Président français se posera sur ses terres. C'est aussi moins de deux mois après la célébration du soixantenaire de l'indépendance marqué par un désir partagé de mieux assumer l'histoire commune pour mieux envisager l'avenir.

C'est, semble-t-il, un hasard du calendrier et il est inutile de chercher à donner un sens au choix de cette date. Emmanuel Macron, réélu en mai dernier pour un nouveau mandat, sera donc à Alger les 25 et 25 juin, accompagné d'une importante délégation. Il répond à une invitation de son homologue Abdelmadjid Tebboune avec lequel les relations sont plutôt cordiales malgré un bref coup de froid ressenti l'année dernière.

«Monsieur le Président et mon cher ami, j'ai l'immense plaisir, en ce 5 juillet 2022 où l'Algérie commémore son 60e anniversaire de l'indépendance, de vous adresser, au nom de la France et en mon nom propre, à vous, l'Algérie et son peuple, un message d'amitié et de solidarité, accompagné des félicitations les plus sincères à votre pays», lit-on dans une lettre envoyée à l'occasion du 5-juillet.

«En réponse à votre invitation, je serai heureux de venir en Algérie prochainement pour lancer ensemble ce nouvel agenda bilatéral, construit en confiance et dans le respect mutuel de nos souverainetés», a écrit M. Macron qui a effectué une seule visite en Algérie, au début de son premier mandat présidentiel en décembre 2017.

La réunion du haut comité mixte bilatéral prévue au printemps dernier a été annulée à la demande de l'Algérie pour éviter toute interférence sur la campagne présidentielle en France. Créé du temps de François Hollande, ce cadre de concertation censé se réunir tous les six mois alternativement entre Alger et Paris et sous l'autorité des Premiers ministres, n'a pas été toujours au rendez-vous.

Le hirak, les échéances électorales de part et d'autre et la pandémie ont été des obstacles. Il peut désormais rouvrir son agenda dans lequel les programmes se sont accumulés.

Sur le plan bilatéral, la question de la réduction des visas et de des laissez-passer consulaires pour les personnes expulsables sera sans doute évoquée. Les deux questions sont liées. La France n'entendait pas augmenter le nombre de visas délivrés si l'Algérie ne rapatrie pas ses ressortissants visés par une expulsion en application d'un accord de renvoi datant de 1994.

La France doit organiser dès le mois prochain un grand débat sur l'immigration. Le ministre de l'intérieur Gérald Darmanin a même dû reporter la présentation d'un projet de loi sur ce sujet. Deux épais dossiers internationaux se sont ajoutés à ceux déjà complexes de la relation bilatérale. Il s'agit de la guerre en Ukraine et de la crise énergétique mondiale née dans son sillage et du conflit au Mali d'où la France a été «invitée» à retire ses soldats après neuf ans de présence pour sauver ce pays de l'Afrique subsaharienne d'une avancée djihadiste. Ironie de l'histoire, la France est accusée par Bamako de «manipuler» les groupes djihadistes.

Le Mali , confronté à une double rébellion touarègue et islamiste, a demandé au Conseil de sécurité de l'ONU une réunion d'urgence pour faire cesser ce qu'il présente comme «les actes d'agression» de la France sous forme de violations de sa souveraineté, de soutien apporté selon lui aux groupes jihadistes et d'espionnage.

Avec ces accusations, le gouvernement dominé par les militaires a fait franchir un nouveau degré à l'escalade verbale de ses incriminations contre la France. Le nouveau commandant de la force antijihadiste française au Sahel a jugé le propos «insultant» pour la mémoire des soldats français et maliens et des Casques bleus tués au Mali. Dans une lettre adressée par le chef de la diplomatie malienne, Abdoulaye Diop, à la présidence en exercice chinoise du Conseil de sécurité de l'ONU, Bamako dénonce les «violations répétitives et fréquentes» de l'espace aérien national par les forces françaises au cours des derniers mois, et les vols d'appareils français se livrant à «des activités considérées comme de l'espionnage» et des tentatives «d'intimidation».

Les autorités maliennes disposent «de plusieurs éléments de preuve que ces violations flagrantes de l'espace aérien malien ont servi à la France pour collecter des renseignements au profit des groupes terroristes opérant dans le Sahel et pour leur larguer des armes et des munitions», ajoute M. Diop.

Il laisse entendre que les Français pourraient avoir transporté par hélicoptère deux membres d'un groupe jihadiste début août dans la région de Tombouctou.

Le Mali «invite» le Conseil de sécurité à œuvrer pour que la France «cesse immédiatement ses actes d'agression» et demande à la présidence chinoise de communiquer ces éléments aux membres du Conseil de sécurité en vue d'une réunion d'urgence, a indiqué M. Diop. Le Mali «se réserve le droit de faire usage de la légitime défense» si les agissements français persistent, conformément à la Charte des Nations unies, affirme le ministre.

Le général Bruno Baratz, commandant de la force française Barkhane, a trouvé «étonnant» que les Français soient accusés de soutenir les jihadistes.

Le Mali est un dossier que la diplomatie algérienne connaît bien depuis que le conflit de l'Azawad a éclaté au début des années 90. C'est à Alger que le gouvernement malien et les groupes rebelles ont signé en 2015 un «accord pour la paix et la réconciliation» qui n'a pas connu de mise en œuvre.

Loin des sables du Sahel, le dossier russo-ukrainien s'invitera sans doute à la table même si les deux pays ne partagent pas la même vue.

La France est partie prenante du conflit aux côtés de Kiev alors que l'Algérie observe une stricte neutralité. Les deux pays vont sans doute explorer les possibilités d'augmenter les livraisons de gaz algérien à l'Ukraine en compensation de celles perdues de Russie.

De Paris, Nidal Aloui

ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS

Le ministère dévoile le volume horaire

APRÈS avoir annoncé l'adoption de l'enseignement de l'anglais dès le cycle primaire, le ministère de l'Education nationale vient de dévoiler le volume horaire consacré à l'enseignement de cette langue universelle. Le département de Abdelhakim Belabed a décidé, en effet, d'adopter deux modèles pour l'enseignement de la langue de Shakespeare. En effet, le premier modèle sera adopté dans le cas du maintien des procédures de scolarisation exceptionnelles. En d'autres termes, dans le cas du maintien du système de groupe. Ce système, il faut le rappeler, consiste à diviser chaque section en deux groupes de 25 élèves chacun. Il a été adopté comme mesure de sécurité pour protéger les élèves après la propagation du coronavirus. Ainsi, la séance d'anglais sera de 45 minutes pour chaque groupe. Dans le cas contraire, le volume horaire sera d'une heure et demie, divisé en deux séances de 45 minutes.

D'ailleurs, cela a déjà été le cas pour la langue française. Certes, l'introduction de l'enseignement de l'anglais au cycle primaire est une décision judicieuse, mais selon les syndicats du secteur, cela ne se matérialisera pas sur le terrain avant au moins trois années, et ce pour plusieurs raisons d'ordre pédagogique et matériel.

Le ministère de l'Education, pour sa part, se veut rassurant et se dit prêt pour l'introduction de l'anglais au primaire. Elle sera « mise en œuvre à la rentrée scolaire 2022/2023 à travers toutes les écoles primaires du pays «, notamment dans ses volets relatifs au programme, au manuel scolaire, à l'encadrement, à la formation et aux réglementations pédagogiques appropriées. Il convient de rappeler que les directions de l'éducation ont lancé une large campagne de recrutement d'enseignants d'anglais, et ce à l'échelle nationale. Cette opération concerne les titulaires d'une licence en langue anglaise souhaitant intégrer ces postes vacants dans le cycle primaire. Il s'adresse également à ceux qui détiennent une licence en traduction (de et vers la langue anglaise). Le nombre de dossiers déposés au niveau de chaque direction a atteint 1 000 dossiers. D'ailleurs, ce nombre devrait augmenter au fur et à mesure. On notera que le nombre d'enseignants choisis se fera en fonction du nombre d'élèves inscrits en troisième année primaire.

Lynda Louifi

Page 05_Mise en page 1 19/08/2022 17:47 Page 1

CONCERNANT L'EXPLOITATION DU FER DE GARA DJEBILET ET POUR NE PAS INDUIRE EN ERREUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

POUR UNE ANALYSE OBJECTIVE DE LA RENTABILITÉ DU PROJET



Suivant ce dossier complexe depuis le moment où j'étais jeune conseiller au ministère de l'Industrie et de l'Energie de 1974/1979, je constate que certaines personnes se qualifiant d'experts donnent des interviews des informations erronées, annonçant une pluie de milliards de dollars, sans se référer aux normes internationales, le coût du projet , le vecteur prix international et les délais de réalisation afin de déterminer le profit net seul indicateur de référence . L'objet de cette brève contribution est d'éclairer, objectivement, loin des utopies néfastes, l'opinion publique sur la rentabilité du projet de Gara Djebilet.

Selon les statistiques internationales de 2020, en millions de tonnes les 10 plus grandes réserves de fer du monde sont classées ainsi devant distinguer les réserves du fer exploitable -1-.Australie réserves 50.000, exploitable 24.000 ; -2- Brésil réserves 3.4.000, exploitable 15.000 ; -3- Russie réserves 25.000, exploitable 14.000 ; -4-Chine , réserves 20.000, exploitable 6.900 ; -5- Ukraine, réserves 6.500 exploitable, 2.300 ; -6- Canada, réserves 6.500, exploitable 2.300 ; 7 – Inde , réserves 5.500, exploitable 3.400 ; -8- Algérie, 3.000, exploitable ,1.700 ; 9- USA réserves 3.000, exploitable 1.000 ;-10-Iran, réserves 2.700, exploitable 1.500

L'EXPLOITATION DU FER DE GARA DJEBILET ET LE PROBLÈME DU COÛT DU TRANSPORT

Selon l'APS en date du 17 août 2022 citant les responsables du ministère de l'énergie et des mines , la mine Gara Djebilet-ouest produira environ 20.000 à 25.000 tonnes fin septembre 2022 pour arriver à environ 100.000 tonnes/mois la fin 2022 soit un million de tonnes et à 2 à 3 millions de tonnes de minerai de fer/an (2023-2025). Durant cette phase expérimentale, la moitié des quantités de minerai de fer extraites sera transportée vers la wilaya d'Oran pour être exportée vers la Chine et la Russie, l'autre moitié étant destinée à la consommation intérieure. Mais a t-on calculé pour cette faible quantité le cout du transport maritime pour arriver en Chine qui a connu ces dernières années une augmentation de cout de 200% couvant à peine le gain ?

Afin d'assurer la transformation du minerai, un appel à manifestation d'intérêt national et international sera lancé fin août 2022 pour chercher des partenaires et le cahier des charges y afférent doit être prêt fin septembre. Le minerai de fer sera acheminé par camions à Béchar par le Groupe de transport des marchandises et de logistique (LOGITRANS), où il sera transformé et valorisé par des opérateurs désirant investir dans ce domaine, en attendant la réalisation de la voie ferrée Béchar-Gara Djebilet d'une longueur de 1000 km. La distance entre Gara Djebilet et Tindouf est d'environ 150 km étant pour l'instant une piste rendant difficile la circulation, et surtout pouvant être impraticable lorsqu'il y a un vent de sable ou des intempéries pour un camion de 10 à 20 tonnes pouvant dépasser les trois heures.

La distance Tindouf Béchar est de 806 km la durée de circulation pouvant durer plus de 10 heures. La distance Béchar Oran est de 674 km, la durée normale étant de plus de 8 heures .Nous aurons donc une distance totale de 1630 km pour une durée moyenne dépassant les 20 heures par camion. Pour le volume annoncé de trois millions de tonnes , il faudra 300.000 voyages pour des camions de 10 tonnes et 150.000 voyages pour des camions de 20 tonnes. Outre selon les statistiques officielles le parc camions dépasse les 10/15 ans ,combien de camions faudra t-il, quel sera le coût de transport par camion tenant compte du coût important de la maintenance. Par ailleurs, les camions affrétés feront –ils tout le trajet ou l'on tiendra compte des trois distances Gara Djebilet/ Tindouf, Tindouf Béchar et Bechar Oran, la distance étant plus longue si l'on se dirige vers l'Est du pays ? En cas d'achat d'un nouveau parc , quel est le montant de l'investissement et le coût de toute une logistique avec un suivi relevant de plusieurs départements ministériels ?

Quant au transport par train, il faudra selon les experts consultés , pour la rentabilité trois locomotives de 3000 à 4000 chevaux qui permettront d'avoir plusieurs dizaines de wagons, chaque wagon transportant entre 30/40 tonnes Enfin pour exporter par mer il faudra avoir des bateaux supertankers.

Reste le problème de la teneur du fer de 57% de fer, donc hautement rentables, alors que dans bon nombre de gisements dans le monde la teneur ne dépasse pas les 30/40% et se pose le problème du stockage des déchets représentant 43% : cela se fera t-il sur place , à Béchar ou à Oran ? Comme rappelé par le communiqué de l'APS, le fer de gara Djebilet nécessite de réduire pour sa commercialisation la haute teneur en phosphore, existant pour la déphosphoration du minerai de fer la technologie et combien coutera t-elle cette déphosphoration? Pour les unités sidérurgiques en général, il faudra résoudre le problème du prix de cession du gaz qui est cédé au niveau local à environ 10% du prix international, constituant une subvention et donc une perte pour le Trésor, constituant une rente, devant être aligné sur celui du marché pour éviter les nombreux litiges concernant la dualité des prix contraires aux règles du commerce international.

QUEL EST LA RENTABILITÉ AU COURS MONDIAL DU FER BRUT LE DU 18 AOUT 2022 ?

Qu'en est-il de la rentabilité devant tenir compte du coût et de l'évolution vecteur prix au niveau international ? Le 18 août 2022 le cours s'établit à 130 dollars la tonne alors que le cours de l'acier est de 1.020 dollars la tonne ayant chuté la fin juillet pour s'établir le 28 juillet 2022 à 855 dollars la tonne, l'inox 4.090 dollars la tonne, le zinc 3.550, l'aluminium 2.510 dollars la tonne et le cuivre 8.830 dollars la tonne.. Les données officielles reprises par l'APS annoncent plusieurs phases d'une période allant de 2022 à 2040.

Pour la phase préliminaire de trois millions de tonnes , le chiffre d'affaires serait de 390 millions de dollars , pour le profit net , devant retirer les coûts importants de 50% selon les normes internationales et la part du partenaire étranger 49%, restant à l'Algérie environ 100 millions de dollars. Pour un million de tonnes/an, c'est un montant dérisoire de 130 millions de dollars restant à l'Algérie en tant que profit net seulement 33 millions de dollars.

La seconde phase entre 2026/2030 verrait une production entre 40/50 millions de tonnes avec une augmentation progressive entre 2030/2040. Pour une exportation brute de 30 millions de tonnes, nous aurons un chiffre d'affaires de 3,90 milliards de dollars. Ce montant c'est le chiffre d'affaires et non le profit net auquel on doit soustraire les coûts très élevés représentant environ 50% du chiffre d'affaires, soit 1,95 milliard de dollars, à se partager, selon la règle des 49/51%, avec le partenaire étranger restant à l'Algérie pour le profit net environ 995 millions de dollars, et ce, pas avant 2030. Pour avoir une plus grande valeur ajoutée, produire l'acier et l'inox par exemple, il faut donc descendre à l'aval de la filière, mais nécessitant des investissements lourds et à rentabilité à moyen terme. Se pose donc le problème de la rentabilité de l'investissement devant distinguer la partie devises de la partie dinars. Le 09 mai 2022, le ministre des Mines (source APS) annonce officiellement que la réalisation du projet de Gara Djebilet nécessitera la réalisation de plusieurs installations, ayant un coût variant entre 1 et 1,5 milliard de dollars par an sur une période allant de 8 à 10 ans. Si l'on prend une moyenne de 8/10 milliards de dollars, le retour en capital pour un chiffre d'affaires annuel moyen entre 2/3 milliards de dollars sera plus de 5 ans après le fonctionnement du projet. L'exploitation du fer brut de Gara Djebilet ne procurera pas de rente, contrairement au segment hydrocarbures, mais un taux de profit moyen, sous réserve de la maîtrise des coûts. L'on devra descendre à l'aval de l'arbre généalogique, les aciers spéciaux, pour avoir une grande valeur ajoutée mais nécessitant une formation pointue et de lourds investissements (plusieurs milliards de dollars), ces segments étant contrôlés par quatre à cinq firmes multinationales au niveau mondial, étant impossible d'exporter sans un partenariat avec des firmes de renom. D'une manière générale, les défis qui se posent pour ce projet sont principalement relatifs à l'eau, l'énergie et le transport, pour régler dans cette zone désertique, la disponibilité en eau avec des besoins de 3 millions de mètres cubes par an, celle de l'énergie en mobilisant le gaz naturel et le choix du moyen de transport.

C'est que l'exploitation du fer de Gara Djebilet dont les études datent depuis 1970/1974 au moment où j'étais jeune conseiller du ministre de l'Industrie et de l'Énergie de 1973/1979, nécessitera de grands investissements dans les centrales électriques, des réseaux de transport, une utilisation rationnelle de l'eau, des réseaux de distribution qui font défaut du fait de l'éloignement des sources d'approvisionnement, tout en évitant la détérioration de l'environnement, les unités comme pour le phosphate étant très polluantes. Et là, on revient à la ressource humaine et à un bon management stratégique, pilier de tout processus de développement.

En conclusion , afin d 'éviter les erreurs du passé, s'impose une analyse objective de la rentabilité de tout projet. Evitons de vendre des illusions à court terme : la rentabilité de ce projet comme celle d'ailleurs du phosphate ou du gazoduc Nigeria-Europe via l'Algérie si la réalisation est entre 2022/2023, ne sera pas atteinte avant 2027/2028 (voir Pr A. Mebtoul ,Geostrategic and Energy Issues of the Nigeria-Europe Gas Pipeline in Pr A. Mebtoul International contribution The Maghreb Times 04/05/2022)

Abderrahmane Mebtoul
Professeur des universités, expert international, directeur d'études au ministère de l'Industrie/Energie (1974/1979-1990/1995-2000/2007),Docteur d'Etat 1974, expert comptable de l'Institut supérieur de gestion de Lille (France)
ademembtoul@gmail.com

HORAIRES DES PRIÈRES	ANNABA	CONSTANTINE	ALGER	OUARGLA	CHLEF	MOSTAGANEM	ORAN
Fadjr	04:07	04:13	04:29	04:31	04:35	04:41	04:44
Dohr	12:32	12:37	12:51	12:42	12:58	13:03	13:06
Açr	16:16	16:20	16:34	16:20	16:41	16:46	16:48
Maghrib	19:14	19:18	19:32	19:17	19:39	19:43	19:46
Icha	20:45	20:48	21:02	20:42	21:09	21:13	21:15

LE JEUNE INDÉPENDANT

N° 7369 – SAMEDI 20 AOÛT 2022

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	28°	21°
Oran	33°	21°
Constantine	33°	15°
Ouargla	42°	27°

DOUBLE ANNIVERSAIRE DU 20 AOÛT 1955 ET 1956

Tebboune invite les Algériens à suivre la voie tracée par les chouhada

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, hier à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du Moudjahid, marquant le double anniversaire de l'Offensive du Nord-Constantinois et du Congrès de la Soummam (20 août 1955 et 1956), un message au peuple algérien, dans lequel il l'invite à poursuivre la marche sur la voie tracée par les vaillants chouhada pour édifier une Algérie, capable de faire face aux défis qui se posent dans son environnement proche et de s'adapter aux mutations internationales.

«Au nom d'Allah, le Clément le Miséricordieux,

Paix et Bénédictions sur Son Vertueux Messager



Chères concitoyennes,
Chers concitoyens,

La célébration de la Journée nationale du Moudjahid intervient cette année, concomitamment à la célébration du 60e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale, à la faveur de la mobilisation des capacités et richesses nationales au service du Peuple algérien, qui aspire à voir l'Algérie des martyrs, forte de ses institutions et instances constitutionnelles, digne et fière de ses gloires successives à travers les différents pans de son histoire et des sacrifices encore vivaces dans notre mémoire collective, qu'il nous incombe de préserver.

Aussi, sommes-nous appelés à veiller à protéger notre mémoire collective des fourberies de ceux qui, depuis des décennies, traînent derrière eux leur haine et leur âpre rancœur pour les réalisations de l'Algérie indépendante et souveraine et ses gloires ineffables.

Le double anniversaire de l'Offensive du Nord-Constantinois et du Congrès de la Soummam (20 août 1955 et 1956), sont d'éloquents témoins de la prestance de toute une génération de vaillants nationalistes qui ont tracé la voie à suivre pour l'édification de notre Algérie, et légué à son peuple les valeurs de liberté et de dignité.

Il me plait alors que nous célébrons la Journée nationale du Moudjahid, de rendre hommage à l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale, qui a partagé avec le peuple algérien, le 5 juillet dernier, un moment de fierté et de dignité à travers des scènes sublimes, reflétant on ne peut mieux la fidélité au serment fait aux chouhada et au mémorable message de Novembre.

Chères concitoyennes,
Chers concitoyens,

Vous n'êtes pas sans savoir que les efforts à consentir, ensemble, pour permettre à l'Algérie de reprendre la place qui est sienne, sont aussi importants que les pas déjà franchis pour rattraper le temps perdu et récupérer les ressources dilapidées par les corrompus, aux fins de permettre au pays, comme nous nous étions engagés devant le peuple, d'amorcer une nouvelle dynamique de développement, une dynamique libératrice d'initiatives et d'énergies, où règneront justice et équité. Cette heureuse occasion m'offre l'opportunité de réaffirmer que dans l'Algérie que nous bâtissons ensemble, il n'est point de place aux pratiques qui ont entamé la confiance du peuple envers les institutions de l'Etat...

La Loi sera suprême et châtiera quiconque oserait toucher à l'argent du peuple, ou attenter aux garde-fous régissant l'appartenance à ces institutions...

Dans le même temps, les portes resteront grandes ouvertes devant toute ambition ou aspiration au gain, pour peu que cela se fasse dans un climat propre et transparent, et dans le cadre des incitations et encouragements offerts par l'Etat pour créer de la richesse et des emplois.

Chères concitoyennes,
Chers concitoyens,

C'est parce que toutes nos journées historiques sont source de fierté, à l'instar de l'Offensive du Nord-constantinois menée par le martyr héro Zighoud Youcef et ses braves compagnons, un 20 août 1955, ou encore du Congrès de la Soummam à Ifri Ouzellaguen, aux abords de la vallée de la Soummam, un 20 août 1956, que notre loyauté envers nos vaillants chouhada et notre fidélité au serment que nous leur avions fait, nous interpellent à l'effet de poursuivre notre marche sur la voie qu'ils nous ont tracée pour édifier l'Algérie d'aujourd'hui, une Algérie capable de faire face aux défis qui se posent dans son environnement proche, mais aussi, l'Algérie de demain qui saura s'adapter aux mutations internationales.

Enfin, il me plait de rendre hommage à mes sœurs et frères Moudjahidine, auxquels je souhaite santé et longue vie. Je me recueille, à leurs côtés, à la mémoire de nos vaillants chouhada et à celle des moudjahidine qui nous ont quittés.

Vive l'Algérie,
Gloire à nos martyrs !

La maisonnette du congre de la Soummam, un refuge mythique et poignant

LA MAISONNETTE qui, en août 1956, a abrité le congrès historique de la Soummam et réuni sous son toit six héros de la Révolution à Ifri-Ouzellaguen, à 50 Km à l'ouest de la ville de Bejaia, résiste encore aux aléas du temps et participe encore à la transmission de la Mémoire.

Y entrer, c'est se laisser submerger par une formidable émotion, celle de l'épopée de la guerre de libération et ses souvenirs avec ses peines, ses tragédies, mais aussi ses joies et ses jubilations, nées de la sensation du devoir accompli et de l'indépendance recouvrée. «On ne devrait pas se retrouver là. C'est presque un lieu saint. C'est impressionnant et c'est très poignant», commentera Lamri, étudiant à l'université de Sétif, et qui visiblement, autant du reste que ses camarades d'excursion, en est ressortie la gorge nouée.

«Il y a les statues à hauteur d'hommes des six héros du congrès, dont la simple vue remue et, puis une fois dans la maisonnette, c'est carrément le bouleversement, en pensant que Zighoud, Krim, Abane, Bentobal, Ben M'hidi, Ouamrane, l'âme et l'incarnation des lieux, étaient là il ya 66 ans pour tracer la voie vers l'indépendance nationale», a-t-il ajouté, montrant les signes de son émotion et la chair de poule qui l'envahissait.

Perchée en haut d'un promontoire montagneux, lui-même entouré par d'autres montagnes plus élevées et qui culminent à près de 1.000 mètres d'Altitude, la maisonnette n'a rien de singulier et est une copie conforme de l'architecture traditionnelle Kabyle, étant construite de pierres, de terre glaise et de bouse de vache mélangée à des feuillages. La demeure renseigne, tout de go, sur la frugalité de ses occupants, la famille Bahous, notamment les deux frères, Mohand Amokrane, mort au champ d'honneur, et Mohand Améziane, moudjahid, mort après l'indépendance.

De forme allongée, elle se compose de deux chambres d'une dizaine de mètres chacune, recouvertes d'un plafond en bois et surmontées d'un toit en tuile. Leur intérieur est identique, se caractérisant par des murs nus, recouvert d'une couche de ciment introduite, de constitution récente, et auréolé d'une espèce de niche latérale pouvant faire œuvre soit de bibliothèque, soit d'étagère de rangement pour les aliments.

Du reste, au-delà de la modestie des lieux, la question que d'aucuns se posent concerne leur espace étriqué, apparemment inadapté pour accueillir les six hôtes de rang qui y ont siégé et les cinq secrétaires qui constituaient l'administration du congrès qui sont l'Hadi Ouguergouz, Tahar Amirouchene, Hocine Salhi, Rachid Adjaoud et Abdelhafid Amokrane.

Mais qu'a cela ne tienne. Les congressistes n'en avaient cure de leur confort, s'étant réunis dans cette montagne élevée pour prendre de la hauteur et tracer de nouvelles perspective pour la Révolution.

Dans le contexte du moment, seule la sécurité des lieux et des présents comptait. La maisonnette qui n'était pas connu de l'ennemi, offrait toutes les garanties pour cela, notamment la possibilité de se disperser discrètement dans la nature, faite de forêts et de collines, l'altitude des lieux, très haute, rendant une attaque motorisée peu probable, et la confiance placée en les riverains, notamment leur discrétion et leur engagement envers la Révolution.

En plus de ces atouts intrinsèques, le colonel Amirouche, chef du poste de commandement de l'Akfadou à l'époque, avait pris la peine de mobiliser, tout autour, pas moins de 3.000 moudjahid, dédiés exclusivement à la surveillance et à la sécurisation des lieux.

Il faut dire qu'avant le congrès, la maisonnette faisait office de refuge pour les moudjahidine qui y transitaient, qui pour se reposer et se ravitailler, qui pour se soigner, ou tout bonnement changer de vêtement, d'où le choix réfléchi d'organiser le congrès dans cet endroit.

S. N.